



HAL
open science

Crise commune et chemins divergents. Comparaison de la réception des politiques liées à l'absence de diplôme chez des jeunes en QPV urbain et en zone rurale pauvre

Clément Reversé, Rajiv Ramneehorah

► To cite this version:

Clément Reversé, Rajiv Ramneehorah. Crise commune et chemins divergents. Comparaison de la réception des politiques liées à l'absence de diplôme chez des jeunes en QPV urbain et en zone rurale pauvre. Cereq Echanges, 2024, Atelier 5 – Jeunes “ en lisière ” : quels parcours?, 23, pp.199-207. 10.4000/11uud . halshs-04828987

HAL Id: halshs-04828987

<https://shs.hal.science/halshs-04828987v1>

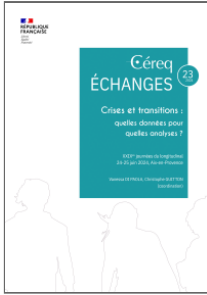
Submitted on 10 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License



Sous la direction de Vanessa di Paola et Christophe Guitton

Crises et transitions : quelles données pour quelles analyses ?
XXIX^{es} journées du longitudinal, 24-25 juin 2024, Aix-en-Provence

Crise commune et chemins divergents. Comparaison de la réception des politiques liées à l'absence de diplôme chez des jeunes en QPV urbain et en zone rurale pauvre

Clément Reversé et Rajiv Ramneehorah

Éditeur : Céreq
Lieu d'édition : Marseille
Publication sur OpenEdition Books : 19 juin 2024
Collection : Céreq Échanges
ISBN numérique : 978-2-11-172455-6



<https://books.openedition.org>

RÉFÉRENCE NUMÉRIQUE

Reversé, Clément, et Rajiv Ramneehorah. « Crise commune et chemins divergents. Comparaison de la réception des politiques liées à l'absence de diplôme chez des jeunes en QPV urbain et en zone rurale pauvre ». *Crises et transitions : quelles données pour quelles analyses ?*, édité par Vanessa di Paola et Christophe Guitton, Céreq, 2024, <https://doi.org/10.4000/11uud>.

Ce document a été généré automatiquement le 3 juillet 2024.



Le format PDF est diffusé sous licence Creative Commons - Attribution - Pas de Modification 4.0 International - CC BY-ND 4.0 sauf mention contraire.

Crise commune et chemins divergents. Comparaison de la réception des politiques liées à l'absence de diplôme chez des jeunes en QPV urbain et en zone rurale pauvre

Clément Reversé* et Rajiv Ramneehorah**

Introduction

Depuis que le marché de l'emploi n'est plus en mesure d'absorber la masse de jeunes arrivant sur celui-ci, la question de la qualification par le diplôme est devenue un enjeu central (Zaffran & Vollet, 2018) présenté comme à la fois économique, politique, social et de vivre ensemble (Weixler, 2014). Notamment mue par les politiques découlant d'Europe 2020, la lutte contre le décrochage scolaire a permis de réduire de manière significative le phénomène du départ précoce de sa scolarité. Ainsi, si en 2006 15,2 % des 18-24 ans étaient concernés par une sortie précoce du système scolaire, en 2021, ils n'étaient « que » 9,6 %¹. Grâce à un travail en amont de repérage des risques de décrochage scolaire et en aval un travail de remédiation, la France a réussi son défi de l'objectif proposé en 2010 par Europe 2020 (Vollet, 2016). Néanmoins, les jeunes doivent faire face à une vulnérabilité socioéconomique de plus en plus importante face à une *marée montante de la précarité* (Peugny, 2022) qui tend à renforcer les inégalités et l'instabilité au sein de cet âge de la vie. De plus, des travaux récents montrent l'inadaptation de politiques urbanocentrées (pensées et appliquées pour les villes) à l'ensemble du territoire, et notamment aux espaces ruraux (Reversé, 2021). À travers cet article, nous souhaiterions nous demander comment ces politiques publiques liées à l'absence de diplôme sont vécues, reçues et mobilisées par différents publics ; des jeunes ruraux vivant dans un espace marqué par une pauvreté importante et des jeunes de quartiers politique de la ville (QPV) dans une grande ville ?

Encadré • Méthodologie

Cet article repose sur une recherche en cours portant sur une comparaison du décrochage scolaire entre QPV urbain et zone rurale pauvre portée par la région Nouvelle-Aquitaine et le département de Gironde. Faisant suite à une thèse sur l'expérience du devenir adulte de jeunes sans-diplôme, cette recherche (débutée en juin 2023) repose sur une approche qualitative et compréhensive des parcours de ces jeunes. En proposant un travail de comparaison autour de ces deux territoires, nous souhaitons mettre en lumière l'effet de territoire sur la manière dont sont comprises, mobilisées et vécues ces politiques par ces jeunes. Nous nous repons sur une cinquantaine d'entretiens auprès de jeunes QPV et de jeunes ruraux, ainsi qu'une dizaine d'entretiens avec des personnes responsables de l'insertion et/ou du retour en formation de ces jeunes (Missions Locales, CIO, Prévention spécialisée, agences d'intérim, etc.). Ces entretiens sont enrichis par de l'observation de terrain en travaillant directement avec des éducateurs de la prévention spécialisée afin de confronter le discours recueilli dans les entretiens au terrain.

* Maître de conférences à l'Université Toulouse Jean Jaurès-IUT Figeac, sociologue au CERTOP, chercheur associé au Centre Émile Durkheim.

** Chargé d'enseignement à l'Université de Bordeaux, sociologue indépendant, chercheur associé ARIV.

¹ INSEE, 2024. *Sorties précoces du système scolaire*. Chiffres détaillés.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3281681?sommaire=3281778>

À travers ce document nous rendrons compte à la fois des similarités dans les parcours et les expériences que ces jeunes peuvent faire du décrochage, de l'absence de diplôme et des situations de vulnérabilité qui les accompagnent. Souhaitant mettre à mal l'approche folkloriste que l'on impose trop souvent aux espaces ruraux (Orange & Vignon, 2019), nous montrons en quoi les problématiques de ces espaces, comme celles des jeunes des QPV, s'inscrivent dans un phénomène de crise néolibérale qui menace les jeunes. Au-delà des similarités dans les expériences, nous mettrons également en lumière en quoi le rapport à sa transition vers l'âge adulte dans un contexte d'absence de diplôme peut varier d'un territoire à l'autre. En mettant en exergue le fait que le rural est bien souvent un impensé des politiques de jeunesse, nous proposerons une lecture de l'ambivalence dans la réception et la mobilisation de ces dernières autour du rapport à la formation, au travail et aux aides, dispositifs et minimas sociaux. Nous voulons mettre en lumière la manière dont la *citoyenneté refusée* (Chevalier, 2018) peut créer des réactions différentes et des phénomènes de renforcement des inégalités d'un territoire à l'autre.

1. Rapport à l'école et à la formation

Le diplôme est un élément de plus en plus structurant dans la transition vers l'âge adulte des jeunes, ruraux comme urbains. Dans une *société cognitive* (Zaffran, 2014), la mise en valeur de ses capacités et ses compétences face à son avenir socioprofessionnel semble dépendre de plus en plus du diplôme, à la fois de manière quantitative, mais aussi qualitative (Delès, 2018). Alors que la France fait face à une inflation des diplômes depuis plus d'une quarantaine d'années (Dubet & Duru-Bellat, 2020) le diplôme est passé d'un biais d'ascension sociale à une protection contre la précarité. Être sans diplôme semble devenir synonyme d'un avenir précaire pour les jeunes d'aujourd'hui. Or, dans un rapport cohérent entre formation, emploi et territoire (Bel & Berthet, 2009), qu'elles peuvent être les différenciations dans le rapport à l'école et à sa formation chez des jeunes sans diplôme vivant dans des contextes territoriaux précaires (QPV et zone rurale pauvre) ?

1.1. « Les études, c'est pas pour nous »

Parmi les jeunes sans diplôme rencontrés en QPV, le rapport à la formation est marqué très largement par un sentiment de violence symbolique et de mise à l'écart. L'école leur a très tôt fait comprendre qu'ils n'étaient pas ce(ux) que le système scolaire attendait. Avec des retards prononcés assez tôt, ces jeunes parlent d'un processus long qui les a progressivement amenés à quitter de manière précoce les bancs de l'école. Si la primaire était encore une période où la violence symbolique scolaire ne semblait pas trop s'imposer à eux, le collège est un point tournant particulièrement important. Celui-ci correspond à l'arrivée d'une logique violente de hiérarchisation et d'accentuation du sentiment de retard qu'ils peuvent vivre (Dubet & Duru-Bellat, 2020). Le fait de se retrouver mis à la marge apporte généralement à un sentiment de mal-être et à deux types de comportements ; des comportements externalisés et des comportements internalisés (Vollet, 2016). Pour ce qui est des comportements externalisés, il s'agit généralement de formes de violence ou de rébellion envers le monde extérieur : absentéisme, comportement violent, retard fréquent, rébellion contre l'autorité ou encore distraction pendant les cours. À l'inverse les comportements internalisés correspondent plutôt à de la violence envers soi et sont donc généralement moins faciles à déceler : faible estime de soi, automutilation, tentative de suicide, dépression, anxiété scolaire, etc.

Pour beaucoup des enseignants qu'ils rencontrent, ces comportements montrent une inadaptation à la chose scolaire plutôt qu'un mal-être. Les exclusions sont d'ailleurs fréquentes et renforcent un sentiment déjà bien ancré de ne pas avoir sa place au sein de l'institution scolaire. Beaucoup de jeunes rencontrés nous parlent d'une mise à l'écart qui va en dehors des cadres d'une violence symbolique ou d'une dégradation de leur image. Ces exclusions sont fréquemment incomprises et limitent la possibilité de s'ancrer dans l'apprentissage ou dans un réseau de sociabilité :

« *Moi on m'a exclu sept – non six fois. Et, la vérité, je travaillais bien, juste des fois je lâchais un peu la pression et là, ça partait quoi* ». (Vadim, 20 ans²).

² Tous les prénoms et entretiens sont anonymisés et ont été recueillis en suivant les prérogatives de la RGPD et du CNIL.

À cela vient également le fait fréquemment rencontré d'être dévalorisé, voire repoussé, des bancs de l'école de manière symbolique. Nombreux sont les jeunes nous racontant des situations où des enseignants, ou CPE, exprimaient le fait qu'ils auraient préféré que le jeune ne soit pas présent. La situation de ces jeunes étant particulièrement bancale, puisque le processus de décrochage s'est inscrit depuis quelques années déjà dans leur parcours, ce type de discours est parfois un déclencheur de décrochage.

« Moi je sais que j'avais le proviseur de mon collègue qui était venu me voir dans la cour quand j'étais en troisième et qui me dit directement genre "Ouais, Kadour franchement, t'embête pas à venir pour passer ton brevet, ça sert à rien" et tout. En vrai ça m'avait fait serrer parce que, bon, j'étais pas bon du tout et je foutais un peu le bordel, mais je voulais le passer. [...] Je me suis dit waaah bon je vais pas y aller tu vois, ils veulent pas de moi, je veux pas d'eux. [...] Comme ça j'ai pas fait baisser la moyenne du collège au moins ». (Kadour, 19 ans).

Ces éléments de violence symbolique et d'exclusion leur font comprendre très rapidement que l'école n'est pas faite pour eux. Ils ne portent pas le poids de cette responsabilité, mais dénoncent au contraire une institution dominante et inadaptée. C'est fréquemment un décrochage par regret : ces jeunes auraient aimé que l'école soit différente et puissent les accueillir :

« Les études c'est pas fait pour nous en fait. Tu vas avoir des gars qui s'en sortent en tout, mais tu vois très bien que même les profs ils veulent pas rester ici. [...] Non, c'est pas fait pour nous non ». (Emmanuel, 22 ans).

1.2. Un rapport ambivalent à l'éducation en zone rurale

Alors que l'on pense souvent les espaces ruraux comme des espaces de retards culturels, voire intellectuels (Orange & Vignon, 2019), ils proposent en réalité un contexte scolaire plutôt satisfaisant. Si les sciences sociales ont montré depuis bien longtemps le rapport entre des origines modestes et une plus faible réussite scolaire, les espaces ruraux semblent limiter cet effet. Avec une proportion bien plus importante d'ouvriers et d'employés peu qualifiés qu'en ville (Auriac, 2017), ils déjouent les prévisions. L'IGEN (2018) met en avant que les élèves ruraux ont des résultats légèrement supérieurs que les urbains à l'entrée au collège, qui se lisent sur le reste de leur scolarité.

Ce meilleur rapport peut notamment s'expliquer par une implication familiale souvent présentée comme étant plus importante, notamment réalisable par une interconnaissance plus importante qui favorise un travail cohérent entre enseignants, parents et élèves (Barrault-Stella, 2014). Des effectifs par classes moins importants, dans les fameuses écoles de campagne, permettent de limiter les effets négatifs d'une composition socioprofessionnelle plus modeste qu'en ville.

« C'est arrivé au collège que ça a été le problème. Je voyais des tas d'informations passer devant moi et je ne les saisissais pas. Je ne les saisissais pas parce qu'on n'avait pas le temps de se pencher sur une personne parce qu'il y en avait toujours d'autres qui comprenaient pas non plus ». (Louna, 22 ans).

L'arrivée au collège, dans des établissements majoritairement urbains et avec des classes plus importantes (Reversé, 2022) est toutefois un point de convergence entre les expériences qui pourront amener au décrochage scolaire. Les élèves ruraux comme ceux des QPV rencontrés sont généralement les vaincus du système scolaire (Dubet & Duru-Bellat, 2020). Ils se retrouvent à la marge de leur scolarité et perçoivent le décrochage comme une innovation à leur situation dégradée.

Leur rapport à l'école toutefois est différent pour deux raisons essentielles. Tout d'abord, les jeunes ruraux rencontrés ont tendance à se diriger bien plus massivement vers des filières professionnalisantes avec un très fort objectif de professionnalisation rapide et cohérent vis-à-vis du marché de l'emploi local (Bel & Berthet, 2009). Le rapport IGEN précédent (2018) montre par exemple que les élèves ruraux sont 61 % à se diriger vers une filière bac pro contre 39 % des urbains. Cette orientation limite la sensation d'être dévalué lorsque l'évidence est celle de la professionnalisation rapide :

« *Moi de toute manière, j'ai toujours voulu bosser. Je suis comme mon père, on n'est pas très "écolo" ».*
(Pierre, 18 ans).

Ensuite, là où le rapport à l'école se fait sous le vocable de la dénonciation pour les jeunes rencontrés dans les QPV, il est plutôt de l'ordre du désamour pour les ruraux rencontrés. Il n'y a que très peu de situation de conflit, d'exclusion ou de rébellion qui ont pu ressortir des entretiens, que ce soit avec les jeunes ou avec les responsables de ces derniers. Le décrochage est vécu de manière bien plus passive et beaucoup portent sur eux le poids de cette situation : « *Je suis pas fait pour l'école* » (Lana, 17 ans). Dire que l'on n'est pas fait pour l'école, c'est contempler son inadaptation, sans réellement remettre en question le fonctionnement ou l'institution en soi. Cela amène à des situations de décrochage bien différentes que celles observées chez les jeunes des QPV ou décrites dans la littérature urbaine sur le sujet (Vollet, 2016). Les comportements externalisés (notamment le *crescendo* de l'absentéisme) ne sont que très minoritairement présents comme des marqueurs de risque du décrochage scolaire chez les ruraux. Cela rend le décrochage scolaire bien plus discret et abrupte et montre surtout l'inadaptation des politiques de repérages des risques de décrochage scolaire, basées sur des considérations urbanocentrées (Reversé, 2022).

2. Rapport au travail et à l'emploi

Pris dans un système de politiques publiques que Tom Chevalier (2018) qualifie de citoyenneté refusée – entre familialisation de la solidarité et système sélectif – les jeunes d'aujourd'hui doivent faire face à une précarité grandissante. Si au début des années 80, 17 % des jeunes étaient touchés par la précarité de l'emploi, c'est aujourd'hui 53 % d'entre eux (Amossé *et al.*, 2023). Ces conditions dégradées et généralisées sur presque l'ensemble de la jeunesse laissent voir une *marée montante de la précarité* (Peugny, 2022), dans laquelle l'absence de diplôme est devenue synonyme de vulnérabilité socioprofessionnelle dans son passage vers l'âge adulte (Zaffran, Vollet, 2018).

2.1. « Ici on nous apprend très tôt à arrêter de rêver »

Le rapport au travail que présentent les jeunes rencontrés dans les QPV est fortement marqué par un contexte de précarité. Ces jeunes ont compris très rapidement que l'absence de diplôme sera un élément qui viendra freiner leur insertion professionnelle. Au même titre qu'ils perçoivent les diplômes comme étant quelque chose qui n'est pas « fait pour eux », le monde de l'emploi leur paraît tout autant ségrégué. Bien entendu la précarité ambiante implique que ces jeunes doivent réussir à toucher de l'argent et avance l'idée souvent rencontrée lors des échanges avec les adultes qu'ils sont simplement utilitaristes dans leur rapport à l'emploi : « *Ils veulent tous gagner de l'argent, gagner de l'argent, mais quand il faut passer le balai, là ça râle* » (Martin, animateur de rue en QPV). S'il est certain que l'argent est une nécessité et une question primordiale pour ces derniers, le fait de mettre en avant les besoins financiers avant le reste passe par deux éléments. En tout premier lieu, le fait que ces jeunes considèrent que les postes qui leur sont accessibles ne sont pas des postes désirables. Par anticipation d'un destin probable, ils se restreignent donc à des emplois correspondants à leur absence de diplôme et donc souvent difficiles et peu enviables. La logique est alors que, quitte à choisir un poste à faible désirabilité, autant que ce dernier soit un minimum rémunérateur. Le second élément est tout simplement la situation de précarité ambiante : dans la commune observée, la pauvreté est 2,7 fois plus importante au sein des QPV³ que sur le reste du territoire. Conscients de cette situation par leur expérience de vie et celle de leur entourage, ces jeunes ont une nécessité bien plus forte à trouver un biais de rémunération rapide et si possible important.

Bien entendu la précarité a tendance à amener à des logiques de débrouille qui sont parfois éloignées du marché du travail classique. Beaucoup de jeunes rencontrés nous ont parlé d'autres moyens de financer leur quotidien, souvent autour de la vente de drogue. Si pour certains il s'agit seulement d'un « passage » dans une logique de débrouille, pour d'autres c'est réellement un parcours professionnel à part entière présentant, certes beaucoup plus de risques, mais paraissant bien plus gratifiant que ce que le marché de l'emploi disponible sans diplôme laisse espérer :

³ COMPAS (2023). *Un diagnostic au service de la détermination des enjeux actuels et à venir dans les quartiers prioritaires*. Rapport.

« Je vois moi, avec le business que j'avais, je me suis fait 3 000, c'était pas mal, mais y'a trop de pression, t'es tout le temps à cran, tu penses qu'à ça, c'est pas sain ça je trouve ». (Étienne, 19 ans).

Comme nous allons le voir dans la partie suivante, une différence importante existe dans le rapport à l'emploi entre les jeunes ruraux et les jeunes urbains. Cette différence se cristallise sur le rapport qu'ils peuvent avoir à l'emploi. Là où les ruraux rencontrés présentent une idée de l'emploi « coûte que coûte », les jeunes des QPV expriment plutôt le refus de conditions d'emploi précaire. Leur discours est particulièrement intéressant puisqu'il met en avant l'incroyance dans le discours de performance et de mérite au travail. L'idée invoquée est que le travail ne permet pas aujourd'hui des conditions de vie satisfaisantes et que donc il n'est pas intéressant de sacrifier sa jeunesse à une activité paraissant injuste. Pour renforcer cette logique, ils parlent souvent de la déception de leurs parents qui, eux aussi, croyaient au travail comme biais d'émancipation. Étant entourés de récits de vie de personnes pour qui le travail n'a pas été un élément salvateur, ils ont une image particulièrement négative de ce dernier :

« Moi je vais vous dire, j'ai vu ma mère qui a trimé pendant des années à faire le ménage, à se casser le dos et je sais pas quoi en se disant qu'elle allait s'en sortir et tout. Résultat, elle a le dos cassé, et on vit toujours dans la même tour pourrie. Vous trouvez ça normal vous ? Franchement, j'ai pas envie de me faire chier pour ça ». (Kadour, 19 ans).

Cela n'implique pas que ces jeunes ne veulent pas travailler ni qu'ils ne travaillent pas, mais plutôt qu'ils ont une posture moins « neutre » envers des situations qui pourraient s'approcher de formes d'exploitation. Ils ont bel et bien une valeur du travail, cependant cette dernière ne dépasse pas un calcul rationaliste de coût sur gain dans des situations d'absence de diplôme et dans un contexte de précarité.

2.2. « Je prends tout » : l'emploi coûte que coûte

Les jeunes ruraux sans diplômes rencontrés mettent un point d'honneur à réussir à s'en sortir par le travail. Ils opposent l'assistanat et l'inaction, au travail et à la pleine activité. Ils doivent pourtant faire face à une compression importante du marché de l'emploi peu qualifié et au développement du sous-emploi local (Reversé, 2021). La rencontre d'une forte volonté d'accéder au marché de l'emploi et d'une précarité grandissante lié à l'arrivée de logiques néolibérales (Coquard, 2022) amène ces jeunes à se retrouver dans des situations peu enviables. C'est un cercle vicieux de l'insertion rurale sans diplôme.

En effet, pour ces jeunes, le fait de travailler, ne serait-ce qu'épisodiquement, permet de prouver une forme d'honorabilité locale et donc de se distinguer de ceux qui seraient des assistés. Puisque l'objectif de cette transition vers l'âge adulte et d'accéder à l'indépendance par soi-même, ils appuient fortement sur leur capacité l'autonomie dans la recherche d'un poste qui leur permettrait de devenir, enfin, adulte. C'est une réelle peur de contrevenir à la valeur du travail qui est observé chez ces jeunes :

« Je prends tout ce qu'on me propose pour l'instant, y'a rien qui me dérange ». (Manon, 18 ans).

Le terme de « désaffiliation » semble correspondre à ces situations puisqu'il inclut une idée de rupture avec le travail et un sentiment d'inutilité dans sa vie sociale comme professionnelle (Castel, 2011). Ces jeunes sont souvent stigmatisés notamment vis-à-vis de leur absence de diplôme et ont du mal à s'en sortir par l'emploi qui reste précaire en milieu rural comme en ville lorsque l'on est un jeune sans diplôme. Le travail est en effet perçu comme leur socle de dignité humaine, il n'est alors pas surprenant de rencontrer des jeunes qui acceptent des conditions d'emploi qui devraient être normalement être inacceptables. Certains racontent ainsi comment ils ont travaillé sans contrat, pour une paie modique ou bien sans être payé du tout.

Il y a dans le discours de ces jeunes une réelle évidence du travail qui amène à une situation de piège. Lorsqu'ils mentionnent l'emploi coûte que coûte, il s'agit en réalité plutôt de se retrouver dans des situations d'activité – voire de pleine activité – sans nécessairement se retrouver dans de l'emploi (bien que ce dernier soit désirable *in fine*). L'idée est d'accepter n'importe quelle activité en se disant qu'elle pourra être un minimum rémunératrice, mais surtout en se disant qu'elle pourra apporter un petit peu d'expérience sur son CV :

« L'important là, c'est de me faire un peu d'expérience, d'accumuler tout ce qui vient et après je pourrais prétendre à un poste plus – enfin à un truc bien ». (Damien, 21 ans).

En ce sens peu importe la rémunération, la stabilité ou la pénibilité, ces jeunes apportent une vision très christique de l'emploi : l'idée d'être forgé par l'épreuve (Martucceli, 2006). C'est une perception parfois de quasi-mortification de son parcours professionnel où l'on présente sous des termes élogieux des métiers précaires. La pression qu'ils peuvent ressentir pour aller vers l'emploi, confrontée à un marché du travail qui ne permet pas réellement l'indépendance, pousse ces jeunes dans des situations où ils tentent de s'insérer sur un marché sur lequel ils n'ont pas – ou très peu – de place. Cette situation est en quelque sorte le symptôme du rapport à l'emploi de jeunes faisant face à l'affaiblissement des logiques d'entrée sur le marché de l'emploi peu qualifié et du maintien d'une valeur du travail importante (Iribarne, 1993). Ils se retrouvent déchirés entre une injonction morale au travail et un contexte ne le permettant pas.

3. Rapport aux aides et aux minimas sociaux

Connaissant des situations de vulnérabilité commune étant donné *la marée montante de la précarité* chez les jeunes (Peugny, 2022), ainsi que la place déterminante du diplôme dans l'accès à un futur socioprofessionnel stable et non précaire, les différents dispositifs, aides et minima sociaux, sont déterminants afin de limiter la précarité de cette population. Les problématiques de non-recours sont pourtant nombreuses et laissent voir des logiques différentes dans le rapport que peuvent entretenir ces jeunes avec ces derniers.

3.1. « Tout prendre et partir »

Ce que présentent les jeunes des QPV rencontrés est avant tout une logique utilitariste des aides et des minima sociaux. Il y a dans les discours de ces jeunes un ressenti extrêmement important envers l'État – de manière large et floue – voire une approche revancharde sur son expérience, celle de ses proches, et celle de ses parents surtout. Ils expliquent ne pas ressentir nécessairement de stigmates honteux dans l'idée de toucher des aides d'une manière ou d'une autre, et sont assez éloignés en ce sens de ce que Michel Messu (1991) nomme la figure de *l'assisté honteux*. Il est d'ailleurs assez intéressant de voir que, lorsque l'on discute avec ces jeunes de leur rapport à l'État, ils insistent sur le fait qu'ils se sentent complètement en marge et sont donc désintéressés par les questions étatiques et politiques. Comme les jeunes ruraux qui se sentent à la marge sur leur territoire géographique, ils ont le ressenti de ne pas faire partie de cette société institutionnelle, alors même que leur existence – et souvent leur quotidien – est complètement dépendante de décisions politiques et des institutions qui en découlent :

« *Moi la politique et tout ça je m'en fous un peu, ils ont rien à voir avec ma vie* ». (Océane, 17 ans).

En écoutant simplement la conscience discursive (Legavre, 1996) de ces jeunes, on se retrouve donc avec un discours d'opposition à l'État, débarrassé de considérations sur son ressenti ou une image de soi dégradée par le recours. Au contraire, ils expriment une certaine fierté à l'idée de « profiter de l'État », qui est tenu pour responsable de leurs conditions au sens large. Comme pouvait l'exprimer François Dubet dans son ouvrage sur *la Galère* (1986), ces jeunes ressentent une domination totale sur leurs vécus, sans réellement être capables de définir clairement ce « système » qu'ils dénoncent, ni de s'organiser pour lutter contre ce dernier. La violence dans les discours est à l'origine de celle qu'ils peuvent vivre du fait de leurs conditions. Puisque la France leur a tout pris, ils souhaitent maximiser ce qu'ils peuvent prendre en retour.

Pourtant, dans la pratique, deux éléments sont à constater. En tout premier lieu, ces jeunes ont un non-recours assez important qui rend leur situation encore plus précaire. Lorsqu'on leur demande la raison, ils expriment en tout premier lieu le fait qu'ils ne connaissent pas bien les dispositifs et disent être mal informés sur leurs droits. En second lieu, il s'agit également d'une sensation de subjectivation aux aides doublée d'un sentiment de ne pas être à sa place au sein d'une institution ou d'un dispositif souvent impersonnel. En ce sens, s'ils expliquent être à la marge de ces dispositifs, c'est par méconnaissance et un sentiment d'inadaptation. Vient s'ajouter également une stratification de freins administratifs (ne pas avoir sa carte d'identité, ne pas avoir des papiers en règle, devoir faire des démarches chronophages, etc.). C'est donc à la fois un non-recours par défiance, mais également par méconnaissance.

De plus ces jeunes, semblent, dans les faits, « jouer le jeu » une fois que les barrières de la défiance et de la méconnaissance sont levées. Lorsque l'on interroge les professionnels travaillant avec ces jeunes – ou bien

les jeunes directement qui sont pris en charge par des dispositifs – on se rend bien compte que la pratique est celle d'une certaine forme d'adaptation à des dispositifs qui peut parfois coûter une partie de son identité (Dubet, 2004). Il faut se conformer et effectuer un travail sur le paraître et sur le suivi des règles :

« On m'a plusieurs fois fait chier parce que je porte une casquette, parce qu'en fait je fais de l'alopecie – je sais pas si vous connaissez [...]. Beh, du coup on me prend pour un petit gars de cité et tout alors qu'ils me connaissent pas ». (Paul, 19 ans).

En ce sens, l'implication des travailleurs de rue semble extrêmement importante pour diminuer à la fois la méconnaissance, mais surtout la défiance envers ces institutions. Nombreux sont les jeunes qui insistent sur le fait qu'un éducateur les a réellement poussés vers le recours, et en être aujourd'hui reconnaissant. Le travail de rue paraît absolument nécessaire pour diminuer les effets de vulnérabilisation liés au non-recours chez ces jeunes.

3.2. Des jeunes ruraux hantés par l'assistanat

Pour ce qui est des jeunes ruraux sans diplôme rencontrés, la situation est bien différente. Les aides sociales sont particulièrement stigmatisées et semblent rapporter un imaginaire de paresse et d'oisiveté que l'on oppose avec une valeur du travail. En clair, on oppose d'une part la figure de l'assisté à celle du travailleur (Misset & Siblot, 2019), voire du travailleur pauvre (Basinski, 2007).

Si l'on représente souvent la jeunesse sous le prisme d'hédonisme et de l'utilitarisme – comme celui qui est présenté par les jeunes des QPV –, les jeunes rencontrés mettent particulièrement en avant l'importance de se retrouver distanciés de l'assistanat tout autant que la place centrale du travail, qui a une portée symbolique d'utilité sociale et de maîtrise de soi et de son avenir (*ibid.*).

L'objectif pour ces jeunes n'est pas réellement de se retrouver en CDI ou en plein emploi, mais plutôt de se retrouver en situation de pleine activité là où « *le fait de ne pas travailler représente le mal social radical.* » (Castel, 2011. p. 423). Si les jeunes ruraux connaissent un non-recours plus important (Roche, 2011), c'est notamment par des contraintes morales et une crainte de la stigmatisation plutôt que par un désintérêt des aides et minimas sociaux (Warin, 2008). Les enquêtés ruraux parlent d'une stigmatisation très forte des aides sociales associée à la notion d'assistanat, péjorative. Les aides seraient ce qui limite l'intérêt au travail et apporte l'inutilité sociale, là où le travail est encore un marqueur symbolique fort dans l'accès vers l'âge adulte. Être soutenu par des aides ou des dispositifs serait alors perçu comme rentrant en opposition avec l'idée d'indépendance.

Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que les jeunes rencontrés parlent eux-mêmes avec une très grande violence de cet assistanat qu'ils déplorent. Sans trop savoir toujours les nommer, ils parlent alors de « ces gens » qui ne vivent que des aides et qui ne partageraient pas cette *honorabilité du travail* (Iribarne, 1993). Ces *gens* représenteraient alors cette minorité du pire (Élias, 1985) :

« *Je leur foutrais des grands coups de pieds dans le cul pour qu'ils aillent bosser. Ce qui m'énerve c'est qu'ils ont clairement envie de rien foutre et ils touchent de l'argent alors que toi tu as envie de bosser et tu trimes pour avoir de l'argent* ». (Corentin, 18 ans).

L'idée serait que l'indépendance financière se mérite, mais plus qu'une dénonciation de l'assistanat c'est également une crainte – une hantise – que de pouvoir devenir à son tour un assisté. Ils savent pertinemment que leur absence de diplôme et leurs conditions les exposent à la possibilité de devoir vivre « des » aides sociales. Or, face à des situations d'emploi souvent instables, ils se rendent rapidement compte que ce destin est probable.

Est-ce à dire que ces jeunes ne touchent pas d'aide sociale ou des minima sociaux ? À la vérité, l'intégralité des jeunes qui ont été enquêtés touchent, d'une manière ou d'une autre, à une aide ou à un dispositif. Ce qui est cependant intéressant c'est de voir qu'ils tentent de légitimer leur recours à ceux-ci. L'idée derrière les modes de légitimation employés est de réussir à mettre en avant un rattachement d'une aide à de la pratique professionnelle. En clair, on accepte bien plus facilement une aide pour financer son permis (qui permettra d'accéder à son lieu de travail), d'aller en mission locale, voire même dans certains cas de toucher du chômage

(puisqu'il signifie que l'on a travaillé). Ce qui est perçu comme une aide inacceptable serait alors le RSA qui est entièrement synonyme d'inactivité. C'est donc réellement par une crainte de la stigmatisation, tout autant que par une hantise de la dégradation de l'image de soi, que ces jeunes rejettent des dispositifs et des aides qui sont pourtant là pour les aider et diminuer les phénomènes de vulnérabilité, notamment dans le cas d'absence de diplôme.

Conclusion

À travers cet article nous avons souhaité mettre en lumière le parallèle entre des jeunes sans diplôme dans une zone rurale pauvre d'un côté et donc des quartiers politiques de la ville de l'autre. En se concentrant sur le rapport à l'école, au travail et aux aides sociales, nous avons pu mettre en lumière des divergences et des points de proximité entre des parcours unis par la précarité montante de la jeunesse et l'absence de diplôme dans un contexte d'inflation de ce dernier. Pour ce qui est du rapport à l'école, il est intéressant de voir que le sentiment d'inadaptation est porté de manière différente entre les ruraux et les urbains. Pour les ruraux, l'accent est souvent mis sur leur inadaptation à la chose scolaire, en essentialisant parfois leurs compétences, mais avec très peu de remise en question, là où les jeunes des QPV considèrent au contraire – et souvent à regret – que le système de formation est inadapté pour eux, les plus vulnérables. Cette logique de dénonciation se retrouve également dans le rapport au travail. Si les jeunes des QPV présentent un discours bien plus critique quant à des situations pouvant se rapprocher de l'exploitation ou à la précarité des postes disponibles sans diplôme, les jeunes ruraux rencontrés mettent plutôt en avant une logique d'emploi *coûte que coûte* quitte à se retrouver dans un situation de précarité. Enfin pour ce qui est du rapport aux aides et aux minimas sociaux, si les deux publics présentent un non-recours important, il faut toutefois noter qu'ils présentent des causes différentes. Les jeunes des QPV ont un discours utilitariste de ces aides alors qu'ils présentent des difficultés d'accès (notamment au niveau symbolique). De l'autre côté, les ruraux mettent en avant une crainte de l'assistanat qui bloque le recours à des aides ou dispositifs dans un système de légitimation par l'emploi. Ces résultats concordent avec le paradoxe soulevé de jeunes ruraux présentant à la fois un meilleur rapport à l'emploi (Zaffran, 2018) et des situations de pauvreté souvent très prégnantes (Reversé, 2021). En outre, ils mettent aussi en lumière l'inadaptation de politiques liées à l'absence de diplôme au regard des territoires. Souvent pensées sous un prisme urbanocentré, ces dernières ne prennent pas toujours en compte l'importance de la territorialisation dans la création de dispositifs à destination de jeunes précaires et/ou vulnérables. Dans un contexte de crises de la jeunesse, il est en ce sens nécessaire de repenser la solidarité et les politiques qui peuvent lui être liées au prisme de nos territoires.

Bibliographie

- Amossé, T. *et al.* (2023). *Que sait-on du travail ?* Paris : Presses de Sciences Po.
- Auriac, É. (2017). L'emploi non qualifié a changé de visage en trente ans. *INSEE Flash*, 45.
- Barrault-Stella, L. (2014). Les rapports à l'institution scolaire de familles populaires dans les mondes ruraux contemporains. *Agora débats/jeunesses*, 67, 21-36.
- Basinski, C. (2007). Pauvreté au travail : L'emploi, un rempart pour préserver sa place et sa dignité ? *Pensée plurielle*, 16, 85-99.
- Bel, M. & Berthet, T. (2009). Proximité et relation emploi-formation : au carrefour des disciplines. *Espaces et sociétés*, 136-137, 33-46.
- Castel, R. (2011). Au-delà du salariat ou en deçà de l'emploi ? L'institutionnalisation du précaire. Dans S. Paugam, *Repenser la solidarité* (p. 415-433). Paris : PUF.
- Chevalier, T. (2018). *La jeunesse dans tous ses États*. Paris : PUF.

- Coquard, B. (2022). Le rural est l'archétype du territoire mondialisé. Entretien par A. Roche & C. Reversé. *Les Cahiers de la LCD*, 14, 21-40.
- Delès, R. (2018). *Quand on n'a « que » le diplôme... Les jeunes diplômés et l'insertion professionnelle*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Dubet, F. (2004). La jeunesse est une épreuve. *Comprendre, Revue annuelle de philosophie et de sciences sociales*, 5, 275-291.
- Dubet, F. (1987) *La galère : jeunes en survie*. Paris : Fayard.
- Dubet, F. & Duru-Bellat, M. (2020). *L'école peut-elle sauver la démocratie ?* Paris : Seuil.
- Élias, N. (1985). Remarques sur le commérage. Traduit par Muel-Dreyfus, F. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 60, 23-29.
- (d')Iribarne, P. (1993). *La logique de l'honneur. Gestion des entreprises et traditions nationales*. Paris : Seuil.
- IGEN. (2018). *Rapport d'activité de l'inspection générale de l'éducation nationale*.
- Legavre, J-B. (1996). La « neutralité » dans l'entretien de recherche. *Politix*, 35, 207-225.
- Martuccelli, D. (2006). *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*. Paris : Armand Colin.
- Messu, M. (1991). *Les assistés sociaux. Analyse identitaire d'un groupe social*. Privat.
- Misset, S. & Siblot, Y. (2019). « Donner de son temps » pour ne pas être des « assistés ». Bénévolat associatif et rapports à la politique au sein de ménages stables des classes populaires., *Sociologie*, 10, 73-89.
- Orange, S. & Vignon, S. (2019). Que des ploucs, des bouseux et des péquenots ? Dans *Manuel indocile de sciences sociales* (p. 864-873). Paris : Fondation Copernic/La Découverte.
- Peugny, C. (2022). *Pour une politique de la jeunesse*. Paris : Seuil.
- Reversé, C. (2022). Du désamour à la rupture : le décrochage discret des jeunes ruraux de Nouvelle-Aquitaine. *Formation Emploi*, 158, 101-119.
- Reversé, C. (2021). *Les oubliés du pays de Cocagne. Les épreuves de l'insertion et de la transition vers l'âge adulte des jeunes ruraux sans diplôme de Nouvelle-Aquitaine*. Thèse en sociologie, Centre Émile Durkheim, Université de Bordeaux.
- Vollet, J. (2016). *Tribulations d'une jeunesse sans diplôme : de l'école aux dispositifs de « seconde chance »*. Thèse de Sociologie, Université de Bordeaux, Centre Émile Durkheim.
- Warin, P. (2008). Le non-recours par désintérêt : la possibilité d'un « vivre hors droits ». *Vie Sociale*, 1, 9-19.
- Weixler, F. et al. (2014). *Évaluation partenariale de la politique de lutte contre le décrochage scolaire*. Rapport du SGMAP et du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
- Zaffran, J. (2018). Emploi des jeunes sans diplôme : la prime au rural. *Formation Emploi*, 142, 99-117.
- Zaffran, J. (2014). Le décrochage de haut en bas. Dans Berthet T. & Zaffran J. (dir), *Le décrochage scolaire. Acteurs, dispositifs et politiques de lutte contre la déscolarisation* (p. 43-59). Rennes, PUR.
- Zaffran, J. & Vollet, J. (2018). *Zadig après l'école. Pourquoi les décrocheurs scolaires raccrochent-ils ?* Éditions Le bord de l'eau, Collection « Documents ».